



19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>). — Téléphone : Suffren 62-31

C. C. P. Mile Picard 5660-38 Paris

Après la déclaration d'Acheson la politique pro-franquiste du Département d'Etat porte ses fruits : Franco assassine 16 militants à Barcelone

# Pour les 3.000 Frs et les Conventions Collectives. Pour faire échec à l'épreuve de force patronale et gouvernementale IL FAUT SE BATTRE TOUS ENSEMBLE

## LE RÈGNE DE LA CORRUPTION

L n'est pas dans notre intention de reprendre dans « L'Avant-Garde » tous les détails de « l'affaire des généraux » que nos camarades suivent d'ailleurs dans la presse quotidienne. Les faits sont suffisamment connus : à la suite de la divulgation, par la radio du Viet-Minh, d'un rapport du général Revers, relatif à la situation militaire et politique en Indochine, l'enquête ouverte par la D.S.T. mène à un certain Peyré. Celui-ci, ancien commerçant failli, ex-Secrétaire départemental du P.P.F. et de la milice, est entendu par la D.S.T. et par la S. D. E. C. E. (ex-D.G.E.R.) devant lesquels il ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il a touché des fonds d'un représentant de Bao-Dai et qu'il a procédé à leur répartition.

Il est exact de tenir en Indochine. Il est exact de dire que, si le M.R.P. a toujours été pour le soutien absolu de Bao-Dai, certains dirigeants socialistes, comme Ramadier, ont essayé de faire prévaloir une politique qui, pour être aussi réactionnaire, n'en était pas moins plus nuancée. En grande partie, d'ailleurs, parce que ces dirigeants n'avaient aucune confiance dans l'Empereur fané et dans son entourage. C'est là ce qui explique les tractations menées autour de la candidature Mast ainsi que les voyages de Revers et de Peyré (Suite page 3) **ROLLIN**

## TRAVAILLEURS : Imposez le Front Unique national de toutes les Confédérations. Elisez démocratiquement les comités de grève

ANIMÉS d'un courage admirable, malgré les échecs et la division, des dizaines de milliers de travailleurs sont à nouveau entrés en lutte. Que veulent dans l'immédiat les 34.000 prévisibles de chez Renault ou ceux de Ford, ou les cheminots ou les postiers? LES 3.000 FRANCS EGAL POUR TOUS ET PAR MOIS. Sur cette revendication des plus minimales, les métallos de chez Renault, de chez Ford et Rosengart ont débarrayé; mais dans l'espoir d'être bientôt rejoints par le reste de la classe ouvrière. Car c'est là, la pensée profonde des travail-

Voilà qui est bien. Mais pourquoi celui-ci s'est-il limité à cette région et à cette corporation? Les revendications mises en avant: les 3.000 fr. et les conventions collectives, sont propres à tous les travailleurs. Si les directions syndicales de la métallurgie de la Région Parisienne peuvent s'unir, pourquoi les directions des autres corporations, des autres régions et du pays tout entier ne le pourraient-elles pas? Les travailleurs, eux, sont prêts à s'unir; si l'union ne se réalise pas, c'est donc que les dirigeants ne la veulent pas et qu'ils manœuvrent une fois de plus. Les dirigeants de la C.G.T. qui ont encoché avec eux les militants les plus combattifs de la classe ouvrière diront que ce sont les autres qui refusent l'unité. Mais cet argument ne peut duper que les travailleurs qui ne réfléchissent pas. Car s'il est vrai que les directions C.G.T.-F.O., C.F.T.C., Auto-nomes sont hostiles à cette unité, comment se fait-il alors que la C.G.T. n'ait pas mené une vaste campagne pour appeler les travailleurs organisés dans ces centrales à exiger de leurs dirigeants qu'ils réalisent l'unité d'action nationale? Ce que Joulaux ou Tessier refusent à Frachon, ils ne pourront le refuser aux travailleurs C.G.T.-F.O. ou C.F.T.C. La tactique de la S.F.I.O. et des dirigeants C.G.T.-F.O. dans ces grèves (Suite page 2) **M. MESSIAH**

## Tito déclare à Belgrade : " Nous sommes Socialistes... Nous ne ferons aucun commerce de nos principes "

« Nous sommes socialistes, nous ne ferons aucune concession en politique extérieure. » « Nous vendons nos produits pour en obtenir d'autres, nous ne ferons aucun commerce de nos principes. » C'est en ces termes que Tito s'est exprimé à la radio de Belgrade le 20 février. Le 21 février, la Yougoslavie a reconnu Ho-Chi-Minh. Quelle meilleure démonstration du caractère mensonger des accusations des bureaucraties de Moscou? La Yougoslavie n'est pas peccée dans le camp impérialiste. La preuve, si besoin était, en est fournie une fois de plus. Mais prise entre le blocus du Kremlin et les manœuvres de l'impérialisme (les crédits américains sont pour le plupart du domaine des promesses), la situation de la Yougoslavie devient plus difficile. C'est ce que révèlent les dernières déclarations de Tito. Sans

l'intervention des prolétaires du monde entier, l'avenir de la révolution yougoslave se trouvera compromis. Les dirigeants du P.C.Y., qui minent depuis plusieurs mois une offensive cohérente contre le bureaucratisme et le danger bureaucratique, manifestent leur volonté de s'engager dans cette voie. C'est ainsi que le Conseil Central de la Confédération des Syndicats de Yougoslavie vient d'appeler le mouvement ouvrier international à soutenir les travailleurs yougoslaves contre les calomnies et les manœuvres staliniennes. L'appel se termine par une invitation à venir, sur les lieux mêmes, se convaincre sur la vérité en Yougoslavie. Travailleurs français, répondez à l'appel des Syndicats yougoslaves: considérez dans vos entreprises des délégations pour la Yougoslavie; diffusez et faites diffuser le matériel yougoslave.

## LA CALOMNIE Les semaines NE PAIE PAS... de la grande peur

C'EST ce qu'auront pu constater les rédacteurs du « Grain », organe des cellules du P.C.F. du Ministère de l'Agriculture et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Sous ce titre, « Le travail d'un trotskyste à la C.G.T. », le numéro de février 1950 consacre 4 colonnes sur 8 au Secrétaire du Syndicat C.G.T. de cette dernière administration: notre camarade Roux. Voici quelques extraits: « Fin 1948, Roux désirait adhérer aux deux C.G.T. (C.G.T. et C.T.F.O.), et Roux attaque la C.G.T. », « Roux se maintient à la tête du Syndicat sans consultation des membres ». On ne peut tout citer, terminons par un morceau de choix: « On sait que la C.G.T. a condamné le plan Marshall, plan de relèvement prioritaire du capitalisme allemand. Roux est contre les réparations; bel amalgame, n'est-ce pas? L'offensive contre notre camarade vise en fait à liquider le courant révolutionnaire qui gagne en influence et dont Roux exprime l'orientation à la tribune du dernier Congrès confédéral. A trois mois du Congrès de l'U.G.G.F.F., on voudrait bien éliminer un militant dont les interventions à la Commission exécutive de l'U.G.G.F.F. sont de plus en plus écoulées et qui, lors du Congrès de la Région Parisienne de l'U.G.G.F.F. des 17 et 18 décembre 1949, put présenter un projet d'appel signé de 6 délégués. La réponse politique adressée au « Grain » rappelle que nous n'avons pas attendu le plan Marshall pour dénoncer l'impérialisme américain et aussi que nous avons sur les « réparations » la position exprimée par Thorez à Berlin le 15 janvier 1933: « Suppression définitive et sans condition des réparations — pas un penny du peuple allemand » — (« Huma » du 16-1-33).

Les adhérents, fut, à une exception près, signés de tous. Les travailleurs commencent de ne plus mordre à la calomnie. Ils finiront par mordre les calomnieux.

## A COLOMBO 30.000 auditeurs au meeting des Trotskystes

Un meeting monstre de 30.000 personnes environ a eu lieu à Colombo (Ceylan), le 7 février, sous les auspices conjugués des deux organisations trotskystes, en train de s'unifier. Malgré l'organisation publique simultanée d'une autre réunion par le gouvernement à faire diversion, des milliers de gens en influence et dont Roux exprimait le mépris, par la perspective d'une fusion entre les deux organisations trotskystes. Le camarade N.M. Perera présidait le meeting. Parmi les orateurs, il y eut Leslie Goonewardna (Tilak) et Calvin R. de Silva qui, tous deux, réalisèrent la nécessité d'une prompte unification. Les travailleurs ceylanais n'ont jamais, durant ces dernières années, démontré avec autant d'enthousiasme leur solidarité avec les organisations trotskystes. La plate-forme de l'unification a été défendue, à une exception près, par tous les orateurs des deux organisations. A la suite de ce meeting, on a pu constater des signes non équivoques de dénormalisation parmi les staliniens, qui comptent sur la division des trotskystes.

## Dans le prochain N°

- Un article de notre correspondant aux U.S.A. C. Nanley, sur les luttes du prolétariat américain.
- Les élections anglaises par Pierre Frank.
- La 1<sup>re</sup> partie de l'étude de Gérard Bloch sur la nouvelle politique du Parti Communiste Yougoslave.

LES savants atomiques ont la conscience bouleversée. Depuis des années ils ont travaillé au service de leurs gouvernements respectifs, pour fabriquer d'épouvantables engins de destruction. Ils avaient l'illusion que le monopole de ces armes constituerait une garantie pour la paix. Les événements les ont obligés à déchanter. Après les Américains et les Anglais, les Russes ont fabriqué la bombe atomique. Les Américains ont rétorqué en préparant la bombe à hydrogène. Mais déjà le général Billotte, de retour des U.S.A., nous apprend que les services compétents américains se demandent si les Russes ne les ont pas devancés dans cette voie (« Courrier » 14-2-50).

Voici donc nos savants qui rient au monde leur pathétique: « Arrière-tout », Einstein avertit l'opinion publique que « la destruction de toute vie sur la terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques » (« Le Monde » 14-2). Joliot-Curie et autres compagnons de route italiens appellent les peuples au combat contre les armes atomiques et bactériologiques. Le Docteur Fuchs, savant britannique, qui, durant six mois, travailla comme espion soviétique, s'effondre et se démasque lui-même, en proie, dit-il, à une terrible inquiétude quant aux conséquences possibles de son geste. Mais ces mêmes savants qui avancent leurs propositions dans le domaine scientifique qu'après une rigoureuse vérification, se comportent avec une naïveté désarmante dans le domaine de la politique. Einstein propose « une simple déclaration de toutes les nations promettant de collaborer loyalement avec un gouvernement mondial » pour maintenir la paix (« Le Monde » 14-2). Comme si « des déclarations loyales » permettraient à Wall Street de découvrir de miraculeux nouveaux marchés, qui lui éviteraient ainsi la nécessité économique de la production de guerre et de la colonisation de la Russie. Joliot-Curie de son côté propose « la réduction du budget de guerre et des effectifs militaires l'interdiction des armes atomiques... » (« L'Humanité » 13-2). Une guerre menée avec les bombes « simplement » explosives et les obus d'artillerie — sans parler des projectiles auto-guidés, les fusées genre V2, la guerre météorologique et autres techniques — serait-elle donc une partie de plaisir? Les « ruses » non-atomiques » de Varsovie, de Coventry, de Berlin et de Stalingrad ne paraissent donc point épouvantables, puisque Joliot-Curie ne demande pas aux marchands de canons d'interdire la fabrication des armes « non-atomiques »? En vérité, vouloir empêcher la guerre sans détruire le capitalisme qui la produit, fondamentalement, c'est une entreprise aussi absurde que

de vouloir libérer l'énergie atomique sans détruire le noyau de l'atome! Pourtant, les avertissements des savants ne sont point le produit d'une hystérie collective. L'hebdomadaire anglais « The Economist », aux commentaires cependant très mesurés, écrit dans son éditorial du 4 février 1950: « On peut maintenant prendre une décision qui rapproche... le jour où cette planète, comme d'autres corps célestes avant lui, pourrait faire explosion dans une masse de flammes d'un feu gazeux, tel un nouveau soleil d'une lumière et d'une chaleur effrayantes, sur lequel toute existence s'éteindrait instantanément. » Les savants, qui comprennent davantage le mécanisme précis de cette destruction, réussissent seulement à donner une forme plus concrète à la terreur que toute l'humanité ressent instinctivement devant pareilles menaces. Il est clair que même si elle ne détruisait pas toute vie humaine sur la terre, suite au « retard » de la guerre destructrice de notre société, la troisième guerre mondiale ne comporterait plus ses victimes, mais seulement ses survivants! Empêcher cette catastrophe, c'est combattre la société qui la produit. SANS LA DESTRUCTION DU CAPITALISME, LA GUERRE ATOMIQUE EST A LA LONGUE INEVITABLE: voilà ce qu'il faut répéter inlassablement aux ouvriers, aux paysans pauvres, aux intellectuels du monde entier. C'est parce que l'U.R.S.S. dégenère ne présente plus qu'une caricature affreuse du communisme qu'elle est incapable de rallier autour d'elle tous ceux qui résistent contre la menace atomique, et que ses propres agents comme le Dr. Fuchs se trouvent de terribles « traîtres ». Mais la capacité de combat et de résistance du prolétariat mondial est aujourd'hui encore infiniment supérieure à la méfiance, au dégoût et à la lassitude que lui inspirent de plus en plus les manœuvres des bureaucraties du Kremlin. Cette capacité de combat contient en elle-même un exploit plus puissant que n'importe quelle bombe atomique. L'exploit révolutionnaire qui balayera de la terre l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes, qui apportera la paix et l'abondance à tous les hommes. Pendant les années qui nous restent avant que le danger de guerre ne devienne imminent, il s'agit de mettre au point cet exploit révolutionnaire, de le rendre aux travailleurs confiance dans leurs propres forces; élever leur conscience communiste; forger leur nouvelle direction qui les conduira à la victoire. Se rallier autour du drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est combattre le danger atomique de la seule façon réaliste: en préparant la révolution internationale qui le détruira dans ses racines! **H. VALLIN**

Cependant il faut également comprendre que l'opération qui se déroule actuellement est une manœuvre politique du M.R.P. En effet, celui-ci, ou, plus exactement, son aile droite qui est la plus consciente des intérêts de la bourgeoisie, vise à déconsidérer, au travers des généraux, le Parti Socialiste et C.G.T.-F.O. D'une part, pour, au travers d'élections brisées, si elles se révèlent possibles, gagner des voix sur la droite du P.S. et, d'autre part, parce que cette opération prend place dans le plan d'ensemble du capitalisme français qui, depuis 1944, n'a cessé de reconquérir le terrain perdu et de consolider ses positions par rapport à la classe ouvrière. D'où l'importance de Coste-Floret que, sous prétexte de neutralité gouvernementale, couvre le Président du Conseil. Sous l'œil bienveillant de Gaulle dont le récent appel du pied au M.R.P. est significatif, il est encore trop tôt pour prendre le pouvoir par la force; il convient donc de ne négliger aucune occasion d'affaiblir la classe ouvrière et de déconsidérer les organisations qui, si compromises qu'elles soient par leur politique constante de collaboration, n'en représentent pas moins une partie de cette classe.

Cependant, la meilleure réplique fut celle du Syndicat lui-même qui tenait, le surlendemain de la diffusion du « Grain » et en présence de Jean, Secrétaire de la Fédération de l'Economie générale, son Assemblée générale ordinaire. Jean ne fut pas le dernier à réprouver la méthode de polémique employée contre Roux. Mais le Syndicat ne se satisfait pas du seul vote à mains levées d'une résolution condamnant les calomnieux et celle-ci, présentée à tous

Résolution du 6<sup>me</sup> Congrès du P. C. I.

sur le Front Unique

La politique de Front unique signifie l'entente de plusieurs ou de toutes les organisations ouvrières pour lutter en commun pour des buts déterminés et, plus

largement, le rassemblement de tous les travailleurs luttant en commun sous une direction commune acceptée par tous.

Le Front unique d'organisations ne signifie pas l'abandon de la lutte particulière de chacune d'elles pour son programme.

Du principe communiste

biens et ne font pas confiance aux mêmes organisations, les uns sont organisés, les autres pas, etc. En général, ce n'est que dans les grandes luttes que ce qui différencie les diverses couches ouvrières passe au second plan et que les intérêts fondamentaux communs les soudent toutes.

Les communistes tiennent pour un principe et considèrent comme un devoir permanent la lutte pour l'unité d'action et la solidarité des diverses couches de travailleurs.

Mobiliser les masses pour imposer l'unité d'action aux grandes Organisations ouvrières

Ce qui divise aujourd'hui le plus les travailleurs, c'est la lutte qui oppose les Organisations ouvrières ayant le plus d'influence sur les masses ouvrières: le P.S. et le P.C.F. et les Centrales syndicales qu'ils contrôlent.

Elles refusent l'une et l'autre de se considérer réciproquement comme des Organisations ouvrières, remplaçant cette notion de classe par des définitions diplomatiques (Parti de Washington, parti de Moscou) qui ont pour résultat d'opposer les ouvriers socialistes et socialistes aux ouvriers stalinien ou stalinien.

Les attaques patronales. La grève du 25 novembre 1949 a d'ailleurs montré dans les faits, par l'appel simultané des deux directions, que malgré leur programme différent, elles peuvent être amenées à envisager les mêmes actions au même moment.

Lorsque les stalinien ou les socialistes disent qu'ils veulent bien s'entendre avec les ouvriers de l'autre organisation, mais pas avec leur chef, ils refusent en fait la toute unité d'action, car ce qui divise la classe ouvrière, c'est précisément que des ouvriers font confiance à l'une ou l'autre organisation, à l'un ou l'autre chef et pas aux mêmes.

Cette attitude, en plus de la division qu'elle perpétue, permet à la C.F.T.C. de jouer un rôle de bascule et de redorer son blason.

Un Front unique à l'échelle nationale

Des Fronts uniques entre Organisations syndicales se constituent dans les entreprises ou les corporations. C'est de loin préférable à la division totale dans tous les domaines qui existait au lendemain de la scission syndicale. MAIS CES FRONTS UNIQUES NE PEUVENT REMPLACER CE QUI EST ABSOLUMENT NECESSAIRE AUJOURD'HUI: LE FRONT UNIQUE DE TOUTES LES TRAVAILLEURS, DE TOUTES LES ENTREPRISES ET DE TOUTES LES CORPORATIONS, CONTRE LA BOURGEOISIE.

Aucune des revendications immédiates, communes à tous les travailleurs, ne pourra

être arrachée, entreprise par entreprise ou corporation par corporation. Que ce soit pour les 3.000 francs chaque mois pour tous, pour la lutte contre le chômage, pour la lutte contre les lock-out, l'obtention d'un véritable minimum vital — sans parler de la lutte contre la guerre d'Indochine ou pour le mouvement de la bourgeoisie.

Il faut que tous les travailleurs s'unissent! Sinon les défaites isolées risquent de se poursuivre et le patronat de se renforcer d'autant.

C'est pour permettre cette union qu'il est du devoir des grandes Organisations de s'étendre à l'échelle nationale. C'est en effet

Le programme du Front unique

Nous ne posons pas de conditions préalables à l'Unité d'action des grandes Organisations ouvrières. Nous exigeons seulement qu'elles accomplissent ce geste élémentaire de défense des travailleurs: elles cessent la division criminelle des rangs ouvriers. Nous ne leur confions pas le soin de réaliser notre programme révolutionnaire même si elles ne l'acceptent pas, nous exigeons d'elles qu'elles s'entendent sur les quelques revendications qu'elles disent défendre: les 3.000 francs, le droit de grève. Même si elles refusent de répondre à nos appels et nous refusent de participer à un cartel d'unité d'action, en se réfugiant derrière la calomnie ou le fait que notre initiative est plus petite (en réalité, par peur de notre programme), nous n'en continuerons pas moins à lutter pour leur UNITÉ D'ACTION.

Nous défendons dans les masses notre programme qui nous semble devoir le mieux unir et permettre de vaincre, mais nous nous déclarons prêts à participer à un Front unique, même sur un seul mot d'ordre, pourvu qu'il soit dans l'intérêt des travailleurs et ne les divise pas.

Tout en appelant les travailleurs à im-

poser le Front unique aux grandes organisations, nous ne sommes aucune illusion. Ce n'est pas parce que Jouhaux, Frachon, Blum et Thorez s'entendraient, qu'ils revendiquent des revendications pour cela. L'expérience a prouvé que seuls ou ensemble, chacun à sa manière, ils ne dirigent pas les travailleurs qu'ils défaitent. En 1946, ils appellent les travailleurs à faire la pause et à savoir terminer une grève; en 1944-1945, ils appellent ensemble à abandonner les armes et à produire.

Les travailleurs ne peuvent leur faire confiance pour les mener à la victoire. La direction du Front unique, que ce soit dans une entreprise, dans une corporation, une localité ou nationalement, doit être élue par les travailleurs eux-mêmes après discussion sur ce qu'ils veulent dans des assemblées où chacun pourra défendre son point de vue. Des délégués, démocratiquement élus, représenteront toutes les opinions et seront contrôlés et révocables par leurs mandats, constitueront de véritables Comités ou Cartels d'Unité d'action qui auront pour tâche la confiance de tous les ouvriers.

La seule addition des dirigeants des

Groupez-vous pour organiser et imposer le F. U.

Le courant pour l'Unité d'action est fort et va en se développant. Nombreux sont aujourd'hui les travailleurs socialistes, stalinien, anarchistes qui pressent unisi qu'il faut, à tout prix et vite, reconstruire l'Unité de front des travailleurs. Ils ne doivent pas rester isolés. Le P.C.I. les appellera à s'unir, quelle que soit leur opinion, pour constituer le Front unique dans les entreprises et les localités et chacun dans son organisation, pour appeler les travailleurs à imposer et à organiser le Front unique. Seuls, ils sont impuissants, unis, ils peuvent beaucoup. Ils ne doivent

pas seulement se grouper et agir dans une localité ou une entreprise, mais se joindre, s'unir, se grouper, par région et corporation et nationalement pour:

- 1° s'adresser à toute la population par tracts, communiqués, etc.; 2° mener campagne, afin d'imposer le Front unique aux directions ouvrières; 3° organiser un véritable Front unique dirigé démocratiquement partout où ce sera possible; 4° prendre la responsabilité d'organiser

Une nouvelle direction ouvrière

Même si le Front unique se réalise, les travailleurs devront se doter une nouvelle direction. Si les partis qui les ont conduits de défaite en défaite (soit parce qu'ils sont de fidèles gérants du capitalisme, soit parce qu'ils ne veulent que d'un pouvoir établi par l'armée russe) continuent de diriger, ce serait entraver des défaites.

Les groupes luttant pour l'Unité d'action, les minorités syndicales révolutionnaires, les groupes d'opposition à la politique des directions du P.S. et du P.C.F., montrent que de nouveaux dirigeants sont en train de se

sélectionner. Notre parti fait de cette sélection et de cette formation d'une nouvelle direction révolutionnaire sa tâche centrale. Mais nous longuement que les travailleurs se reconnaissent pas ces nouveaux dirigeants pour leurs, l'empire des directions de trahison restera puissante.

Ce n'est que dans l'action contre les attaques patronales et pour l'Unité d'action que les travailleurs reconnaîtront les nouveaux militants. En particulier la désignation démocratique des dirigeants du Front unique dans les

entreprises et les quartiers, à travers la libre discussion des points de vue, permettra aux travailleurs de choisir les cadres les meilleurs. C'est d'ailleurs en particulier pour cela que les grands chefs craignent tant la voix et le contrôle de la base.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en fin de compte, même ces directions élues ne meneront jusqu'à la victoire révolutionnaire complète que dans la mesure où les travailleurs et les militants construisent un parti de masse réellement révolutionnaire.

APRÈS LA CAMPAGNE D'ABONNEMENT

A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'avons pas encore tous les résultats de la campagne d'abonnement. Nous y reviendrons dans le prochain numéro. Cependant il est certain que l'objectif n'aura, de loin, pas été atteint.

Cela est très grave pour l'équilibre financier et par conséquent la vie même de notre organe. Déjà la Commission du Congrès pour l'administration de la Vérité a mis en relief que l'insuffisance des résultats de cette campagne venait de la quantité énorme de tâches auxquelles nos militants doivent faire face dans la situation présente. Elle avait conclu

que le remède était, d'une part, la réorganisation de l'action pour le journal à l'intérieur du Parti, d'autre part, la participation active de nos lecteurs et sympathisants à la défense et à la diffusion de notre organe. Au lendemain de cette campagne, nous venons donc dire à tous ceux qui veulent que la pensée trotskyste soit largement répandue: « Votre aide active nous est indispensable. » Plus que jamais, nos explications politiques et nos perspectives trouvent des échos dans de larges couches de l'avant-garde ouvrière. Plus que jamais notre « Vérité » doit et peut vivre et se développer.

Pour donner une issue à la crise du P. C. F.

ŒUVRER au Regroupement Révolutionnaire

NOUS avons à maintes reprises mentionné les manifestations de la crise du parti stalinien en France. Résumons - les brièvement: baisse des effectifs du P.C., de la C. G. T. et des organisations contrôlées, et la vente de la presse, manifestations moins suivies, etc. Nous avons aussi signalé divers moyens employés par la direction du P.C.F. pour resserrer les rangs de son appareil (élimination de vieux dirigeants « fatigués » et leur remplacement par des jeunes plus malléables en raison de leur ignorance et de leur inexpérience).

La profondeur de la crise du P.C.F. tient au fait que les militants qui constituaient l'armature du mouvement ouvrier en France (il est difficile de chiffrer exactement leur nombre, mais celui-ci se trouve vraisemblablement entre 100 et 200.000) n'ont plus une confiance aveugle dans le Comité Central et sont travaillés par des questions fondamentales. Ils se demandent pourquoi leur parti n'a pas pris le pouvoir à la « libération » et au contraire a aidé la bourgeoisie à remettre sur pied son État et son économie, pratiquant une politique de collaboration de classes; ils se demandent pourquoi, à présent où la classe ouvrière se trouve rejetée sur la défensive, en raison même des politiques pratiquées par le P.C.F. et la S.F.I.O., la direction du P.C.F. se livre à un aventurisme échoué.

La crise du P.C.F. s'est déjà traduite par la rupture d'un certain nombre d'intellectuels; elle a aussi trouvé une expression dans le courant à l'indépendance qui s'est manifesté d'une façon plutôt fugitive au sein du P.S.U.; elle se révèle aussi par la parution du bulletin clandestin « La Lutte » dont le contenu témoigne de liaisons avec les meilleurs ouvriers communistes. C'est encore peu, mais la crise du P.C.F. n'en est qu'à ses débuts et les causes qui l'engendrent ne manqueront pas de la développer tant en étendue qu'en profondeur.

Les révolutionnaires soucieux de la régénération du mouvement communiste ne peuvent se contenter d'être des spectateurs de cette crise que la bourgeoisie cherche à exploiter à son profit. Il faut contribuer à lui donner plus rapidement une solution positive pour la classe ouvrière. Nous, trotskystes, interviendrons avec d'autant plus de vigueur que nous sommes persuadés que la garantie la plus sûre d'une issue positive à la crise du stalinisme, c'est la conjonction de l'ancienne opposition communiste chassée en 1927 du parti bolchevik et dont nous sommes les continuateurs, avec les nouvelles oppositions communistes qui se lèvent dans les rangs du stalinisme. Nous interviendrons avec d'autant plus de vigueur pour regrouper les forces éparses agissant dans le sens d'une renaissance du mouvement révolutionnaire que nous nous rendons compte à quel point l'un de ces principaux obstacles à cette renaissance, c'est l'idée ancrée chez beaucoup de militants communistes que, quelle que soit la politique que le P.C.F. est encore plus efficace que les oppositions qui ne parviennent pas à se regrouper; b) que la politique de la direction du parti stalinien consiste à TOUT faire pour empêcher une telle convergence d'efforts. Ce n'est pas par hasard qu'elle vient de porter tous ses efforts sur le secteur le plus faible, c'est-à-dire le P.S.U., pour y disperser un courant à l'indépendance; le succès qu'elle a remporté au Conseil National de ce parti, sur des « dirigeants » qui avaient peur de se battre et de vaincre, n'arrêtera pas la crise du stalinisme dans ce pays, mais gênera incontestablement pour un temps la progression du mouvement révolutionnaire.

A cette proposition de regroupement de l'avant-garde révolutionnaire, encore fragmentée et désunie, pour intervenir plus vigoureusement dans la crise du P.C.F., on objectera peut-être: vous, les trotskystes, avez condamné la R.D.R. qui, il y a moins de deux ans, avait tenté un regroupement et l'expérience vous a donné raison; comment pouvez-vous y songer à votre tour? L'erreur du R.D.R. répondons-nous, n'était pas dans l'idée d'un regroupement, mais dans le contenu et les objectifs que lui donnaient non pas ceux qui y allèrent de bonne foi, mais ses initiateurs, certains de ses animateurs politiquement roués. L'opération consistait à former une organisa-

tion petite - bourgeoise, révisant le marxisme, aux positions initiales confuses, hostile au trotskysme, une queue de la « 3<sup>e</sup> force ». Elle était un obstacle à la construction du parti révolutionnaire. L'intensité de la « guerre froide » ne lui laisse pas garder longtemps son apparence de neutralité. Tous les aspects du R.D.R. que nous avons dénoncés sont autant de choses à ne pas faire. Mais ce ne sont que des données préliminaires à la création d'un mouvement révolutionnaire puissant à travers la crise du stalinisme. Le problème qui commence à être posé peut être résolu; le P.C.I. s'emploiera de son mieux pour qu'il le soit. Pierre FRANK.

SERONS-NOUS DÉCORÉS ?

Nous avons appris non sans intérêt que M. David Rousset avait été décoré de la Légion d'Honneur pour « services de guerre exceptionnels ». Malgré certains indices du contraire, nous devons néanmoins supposer qu'il s'agit de la dernière guerre et non de la prochaine. Rousset, comme on sait, appartenait alors à la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, et c'est pour sa participation à l'activité clandestine de notre organisation qu'il fut réintégré au Gesteap, puis déposé à Buchenwald. Ce soit là, à notre connaissance, les seuls « services de guerre » de Rousset. Nous sommes un certain nombre à en avoir autant à notre actif (à ceci près que nous n'avons pas retourné notre veste depuis.). Nous attendons donc — de pied ferme — notre Légion d'Honneur (pour avoir le plaisir de la recevoir à M. Auroit par le premier courrier, bien entendu).

UN DÉPORTÉ TROTSKYSTE.

Il faut se battre tous ensemble

(Suite de la page 1)

ves est couverte de fil blanc. Dans cette période pré-électorale et après « l'affaire des généraux », la social-démocratie cherche à redorer son blason. Jules Moch et Ramadier espèrent, en s'intéressant au sort des travailleurs, reconstituer une base ouvrière à la S.F.I.O. qui leur permettrait d'arrêter la marche vers le pouvoir fort et de retrouver ultérieurement des portefeuilles ministériels.

Le stalinisme utilise l'admirable combativité du prolétariat pour affaiblir la bourgeoisie et entraver le fonctionnement du capitalisme. Un mouvement d'ensemble risquerait de mettre en question la stabilité du régime. Avec la tactique des « vagues successives », il n'y a pas, et pour cause, de tels risques.

Mais à ce jeu, la bourgeoisie est sûre de gagner. Elle n'a aucune raison d'avoir peur des manœuvres à courte vue du stalinisme ou du réformisme. Celles-ci peuvent, au contraire, lui donner l'occasion de frapper durement la classe ouvrière et peut-être même de trouver le biais pour rapprocher la date des élections. Bidaud a été son appareil de répression pendant que les responsables C.F.T.C. de la métallurgie parisienne s'engagent dans la grève.

Pour briser le plan de la bourgeoisie et arracher les 3.000 francs égal pour tous par mois et les conventions collectives, la classe ouvrière doit engager dans le combat toutes ses forces en même temps. Les métallos de la Région Parisienne sont entrés dans le combat. Le devoir de tous les travailleurs est de les soutenir. Il faut vite faire pour arrêter leur victoire. Travailliers, exigez des dirigeants ouvriers qu'ils prennent leurs responsabilités. Imposez-leur le Front Unique de la base au sommet. Dans les entreprises, constituez vos Comités d'Unité d'Action démocratiquement élus, regroupant tous les ouvriers sans distinction de parti ou d'opinion qui détermineront eux-mêmes les objectifs et la marche de la grève. Que ces Comités, sans attendre les directives de sommet, prennent contact d'usine à usine.

LE TRAITE SINO-SOVIETIQUE

La signature du traité sino-soviétique a suscité de nombreux et contradictoires commentaires dans la presse internationale. Tandis que l'Humanité chante « l'acte historique », « la grande victoire de la politique stalinienne », etc., les journaux capitalistes en général ne cachent pas leur déception et leurs inquiétudes. Ils partagent le « succès » remporté entre Staline et Mao-Tse-Tung qui ont su « bien travailler » pour leurs pays respectifs. Seuls quelques organes ont attiré l'attention sur les graves conséquences du traité, sur la médiocrité de l'aide économique que l'U.R.S.S. promet à la Chine, sur la prolongation jusqu'en 1952 de l'hyposé de la Mandchourie...

La Chine, destinée à son équipement industriel (acheté en U.R.S.S.) et qui s'élève à la somme vraiment dérisoire de 300 millions de dollars. Ce crédit est octroyé pour cinq ans à partir du 1er janvier 1950. Le montant du crédit révèle la faiblesse extrême des moyens dont dispose actuellement l'U.R.S.S. pour venir en aide aux « Démocraties populaires » et donne une idée des difficultés dans lesquelles elles auront à se débattre pour arriver à résoudre d'une façon tant soit peu satisfaisante les problèmes de leur industrialisation. Etant donné les besoins de la Chine, un prêt de 300 millions est naturellement une goutte d'eau dans l'océan. Ceci aura nécessairement des conséquences sur les rapports futurs de la Chine de Mao-Tse-Tung avec l'Occident, qui reste la seule source valable d'approvisionnement en produits industriels et en capitaux.

"BANDIERA ROSSA" le JOURNAL des TROTSKYSTES ITALIENS PARAIT

La parution d'un organe de combat trotskyste italien est un événement non seulement pour le mouvement ouvrier italien, mais aussi pour le mouvement ouvrier français. Ces deux mouvements ont une histoire différente, mais dans la période présente, ils ont ceci de commun qu'ils forment la base la plus importante que l'impérialisme mondial et la bureaucratie stalinienne cherchent à canaliser et à exploiter à leur profit respectif. Cette domination de dirigeants ouvriers indéterminés de Wall Street, soit au Kremlin, à jusqu'à présent un train de lourdes défaites des masses travaillistes. Mais en France comme en Italie, une avant-garde révolutionnaire commence à comprendre les causes du recul et recherche la voie du salut. De nouvelles oppositions révolutionnaires se lèvent à présent dans les vieux partis ouvriers.

Comme les Trotskyistes de Brest Contre la guerre du Viet-Nam tous unis autour des dockers

Après leurs camarades de Marseille et d'Alger, les dockers de Brest ont décidé de refuser tout chargement de matériel destiné à la guerre du Viet-Nam; guerre de brigandage de l'impérialisme français. Les dockers montrent ainsi à toute la classe ouvrière que c'est par l'action directe et non avec un bulletin de vote qu'il faut lutter contre la guerre. Les 6 ou 7 millions de votes « favorables à la paix » n'ont pas fait reculer d'un pouce les magnats du caoutchouc, et la guerre du Viet-Nam continue. Par contre, quand la classe ouvrière entre en lutte comme le 31 janvier, les C.R.S. apparaissent, ce qui prouve que le capital se sent en danger.

Car ce n'est pas seulement la guerre du Viet-Nam qui est en cause, ce sont les revendications pour les salaires, les conventions collectives, la reconstruction; les ouvriers luttent pour leur pain et leur liberté. C'est la question de l'existence du régime capitaliste, source de guerre et de misère, qui est en jeu, et c'est avec ce régime que nous voulons finir. Il faut unifier les luttes en partant de la base, ne pas accepter qu'elles soient seulement utilisées au Parlement, pour faire pression sur la bourgeoisie, mais que le but soit clairement fixé par les ouvriers eux-mêmes. Abatte le régime, c'est la meilleure façon de venir en aide à nos frères de classe du Viet-Nam et la seule façon d'empêcher le grand carnage atomique que prépare l'impérialisme.

Les travailleurs nord-africains de St-Étienne déjouent une manœuvre colonialiste

Le 11 février dernier, la presse locale conviait le public stéphanois à entendre le Colonel Paulin traiter le « problème nord-africain » dans la métropole. A l'heure précise, beaucoup de Nord-Africains, en effet, intéressés par le sujet de cette conférence, pressaient afin de participer à la causerie. Devant le nombre de plus en plus grand des arrivants, le Colonel refusa catégoriquement l'accès de la salle et précisa que la présence de ces « individus » était indésirable.

prisent que des attitudes semblables ont déjà eu lieu et souvent en Algérie de la part de grands chefs militaires qui ont toujours conduit à leur asservissement. Proconsuls, Colonels, Généraux ou gouverneurs sont en Afrique. C'est pourquoi ils se frottent plus et considèrent le surs Paulin comme un fidèle Naegelen à Saint-Etienne. L'honorable Paulin a, dans son palmarès, 20 années de services effectués en Afrique du Nord, ce qui lui valut d'apprendre la langue arabe nécessaire à tout « grand soldat commandant la soldatesque avec sa mission colonialiste.

Ces concessions, du reste, sont encore conditionnelles et limitées. L'U.R.S.S. promet de se retirer de ses positions en Mandchourie d'ici 1952 (sauf dans le cas improbable d'une signature avant cette date, du traité de paix japonais). Mais si le Kremlin promet de rendre à la Mandchourie à la Chine, il ne souffre mot sur Sinkiang, la très riche province du nord-ouest, dont les charbons alimentent les hauts-fourneaux de Mandchourie. Le silence du traité sur ce point suggère que Pékin a accepté le statu quo, c'est-à-dire l'absorption inefficace de cette province par le Turkestan soviétique.

Dans les discours programmatiques qu'il a tenus à la Conférence des Syndicats d'Asie et d'Océanie, Liu-Chao-Chi, Président des Syndicats chinois, s'éfforce de théoriser l'expérience chinoise et ne mentionne même pas une seule fois le nom de Staline. La montée de la Chine à la co-direction du mouvement stalinien est un facteur de dilution, de différenciation de ce mouvement. Le « titre » de Mao-Tse-Tung n'est pas pour demain, car des intérêts communs le lient encore au Kremlin, mais il est dans la logique du développement.

Plus grand danger que commettait le mouvement révolutionnaire dans son appréciation de la situation en Chine, serait de se tenir sur ses gardes et de ne pas comprendre à temps que la victoire et la consolidation du régime de Mao-Tse-Tung n'est pas exactement synonyme d'une expansion du stalinisme en Chine, c'est-à-dire d'une expansion pure et simple de la bureaucratie soviétique. Michel PASTO.

LE RÈGNE DE LA CORRUPTION

(Suite de la page 1) en Indochine. On agit, d'ailleurs, qu'avec la nomination de Pignon et le retour de Bao-Dai, c'est la politique du M.R.P. qui est privilégiée, qu'après le retrait des socialistes d'une commission d'enquête parlementaire, à laquelle certains documents ne seront jamais communiqués, puisse arriver à faire la lumière sur l'affaire et à découvrir, notamment, ces noms que le général Sest, jusqu'ici, refusé à livrer.

Enfin, il procède au recrutement de renfort à raison de 60.000 francs par tête destinée à la guerre d'Indochine. Cette œuvre mérite largement les deux étoiles. Mais les Nord-Africains ont été compris. Ils ont envoyé un article au journal communiste, Le Patriote, pour condamner les agissements du futur général. Les quotidiens gouvernementaux prirent eux aussi position contre le chef de la Brigade nord-africaine de la Loire, Sir Espéras de M. Bidaut ainsi que l'Éclair, journal gauchiste et colonialiste, qui reconstruisait le tort de ce « grand soldat ».

La dictature du prolétariat, étape de transition entre le capitalisme et le socialisme

Les écrivains officiels du monde stalinien présentent l'U.R.S.S. comme « le pays du Socialisme » et annoncent périodiquement que le socialisme y est définitivement achevé. Trotsky (3) — en conformité absolue avec Marx, Engels et Lénine (4) — a fait justice de ces fanfaronnades. Il a rappelé que l'achèvement du socialisme nécessite un développement grandiose des forces productrices (qui ne peut être atteint dans un seul pays isolé qu'il soit), développement tel que l'appareil de coercition — c'est-à-dire l'État — n'a plus de raison d'être et disparaît; le gouvernement des hommes fait place à la simple administration des choses, car les classes et leurs antagonismes ont disparu et la société entre dans sa phase supérieure, le communisme.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques... Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord... 300 fr. A. O. F. 440 fr. Indochine... 680 fr. 1 an: Étranger... 350 fr.

OU VA LA YUGOSLAVIE (VI) (Fin)

L'ÉVOLUTION IDÉOLOGIQUE du Parti Communiste Yougoslave

Guépeou sur le pays et sur le parti, la réalisation d'un État despotique et totalitaire, tout cela témoigne qu'il est loin de réaliser le socialisme en U. R. S. S., la bureaucratie stalinienne est l'obstacle qui s'oppose à la réalisation du socialisme. L'État ouvrier à DÉGENERER; la contre-révolution thermidorienne au service de la caste bureaucratique s'en est assuré le contrôle. Partant de la critique de la « démocratie nouvelle » considérée comme un système intermédiaire entre le capitalisme et la dictature du prolétariat, Kerdjell retrouve l'essentiel de ces thèses marxistes: « Il va de soi, écrit-il, qu'on ne peut pas sauter tout droit du capitalisme au socialisme achevé et qu'il faut une transition. Mais les thèses du marxisme-léninisme concernant la période de transition sont parfaitement nettes et sans ambiguïté... Marx notamment, enseigne qu'entre le capitalisme et le socialisme s'étend une période de transition qui porte encore l'empreinte de l'ancien régime social, mais dans laquelle germent, sous une forme quelconque, les éléments de l'État ouvrier, qui utilise la machine de l'État — en tant que reste de la société de classe — pour étouffer la résistance des restes du capitalisme et pour édifier une

conscience du danger de la bureaucratie et du bureaucratisme (6). L'auteur rappelle que, dans leur analyse de la Commune de Paris, Marx et Engels ont montré le bureaucratisme comme le grand danger après la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie et qu'ils ont défini les moyens dès se prémunir contre ce danger: l'élection et la révocabilité de tous les dirigeants; un système de traitement qui décourage le carriérisme; l'association directe des masses à la direction des affaires, chacun à son tour étant un « bureaucrate » et personne ne pouvant ainsi devenir un bureaucrate à demeure. Kerdjell montre ensuite comment les Comités (ou Soviets) représentent dans toutes les révolutions la forme de participation des masses à l'exercice du pouvoir, le dépérissement de l'État, puis sa disparition. « Plus la démocratie socialiste sera réellement socialiste... et plus la démocratie socialiste deviendra le bien commun de tout le peuple, plus elle développera audacieusement l'auto-administration des masses populaires, jusqu'au moment où elle se transformera en véritable liberté pour tous les hommes disparaissant ainsi, en fait, comme forme d'État. »

contenu de classe, déclare très justement Kerdjell; « Les communistes ont le droit et le devoir de critiquer un système de dictature prolétarienne, qui prétend éliminer les formes les plus basses et les plus retardataires, et qui s'enferme dans la voie du centralisme bureaucratique, car tout cela entrave l'évolution socialiste et le développement des forces productives de la société. Aujourd'hui tout particulièrement, alors que le système impérialiste est encore fort de telles tentatives, il est urgent qu'affaiblir le monde socialiste et mettre des armes aux mains des réactionnaires. » Kerdjell examine ensuite les manifestations de bureaucratisme en Yougoslavie et propose de les combattre par l'extension du rôle des Comités populaires. Les gens d'esprit bureaucratique, dit-il, « manquent de foi dans les masses » et ont un phobie réactionnaire de l'auto-administration du peuple. Tout naturellement le bureaucratisme mène à l'assujettissement des masses à l'appareil et ne peut qu'éduquer des invertébrés bureaucratiques. L'expérience révolutionnaire du P. C. Y., les problèmes concrets qui se posent tous les jours à lui, l'amènent à considérer la lutte contre la bureaucratie comme un aspect essentiel de la lutte pour l'édification socialiste. Nous voilà bien loin du prétexte du « stalinisme sans stalinisme » attribué par certains au P.C.Y. FAVRE.

(3) Voir en particulier « La Révolution Irnie ». (4) Voir « L'État et la Révolution » dans Œuvres choisies de Lénine, éditées par le P.C.F. (5) Depuis que cet article a été écrit, de nouveaux textes, en particulier de Kerdjell, Kitchin, sont venus combler partiellement cette lacune. (6) Voir les Nos 240, 241, 242, 243, 245 de La Vérité.

LA LOI sur les CONVENTIONS COLLECTIVES (1)

Le 8 février, l'Assemblée Nationale votait, par 451 voix contre 0, la loi sur les Conventions Collectives. Ainsi prenait fin le régime étatique de fixation des salaires qui durait depuis 1939 et que tous les gouvernements, depuis la « libération », avaient régulièrement prorogé.

Mais si la loi sur les Conventions Collectives donne cette possibilité, nous allons voir combien son cadre, accepté par les grandes organisations ouvrières, est réactionnaire et comment cette loi peut se retourner contre les travailleurs si ceux-ci n'engagent pas une lutte d'ensemble.

Pour bien comprendre le cadre réactionnaire de cette loi, il faut tout d'abord voir dans quelle situation, le retour à la libre fixation des salaires se situe. La crise économique que développe le chômage grandit; la bourgeoisie a tout intérêt à ne plus être entravée par un dirigisme des salaires qui l'empêche de mettre à profit la concurrence de la main-d'œuvre pour baisser le salaire des travailleurs.

LES SALAIRES

La question la plus importante que les Conventions Collectives ont à régler, c'est celle des salaires. Voici ce que dit la loi à ce sujet:

Les Conventions Collectives nationales, régionales ou locales contiennent obligatoirement des dispositions concernant le salaire minimum national professionnel de l'ouvrier ou de l'employé sans qualification.

A défaut de Conventions Collectives nationales, régionales ou locales, des accords d'établissement portant sur la fixation des salaires, peuvent être signés.

Une Commission Supérieure des Conventions Collectives est créée; elle comprend plusieurs ministres, quinze représentants des différentes Centrales syndicales: C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.G.C., L.A.F.-S.O., C.F.T.M., C.G.C., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., chargée d'étudier la composition d'un budget-type servant à la détermination d'un salaire minimum national interprofessionnel garanti.

Ainsi la détermination du salaire de base est confiée à un organisme entièrement sous le contrôle de l'Etat et sa fixation définitive au Gouvernement bourgeois. Les députés des grandes Organisations ouvrières P.S. et P.C.F. ont, en votant cet article, inconsciemment trahi les intérêts de la classe ouvrière.

La Commission Supérieure des Conventions Collectives « occupe », il est vrai, de fixer un budget-type. Mais il ne s'agit là que d'un tour de passe-passe. Par ce biais, la bourgeoisie a l'air de s'intéresser au niveau de vie des travailleurs, mais en fait elle va gagner des mois et des mois à discuter d'un soi-disant budget-type.

La C.G.T. qui ne veut pas non plus d'un combat d'ensemble, ont chanté victoire quand cette clause a été obtenue. Mais en fait, elle sert la bourgeoisie et va à l'encontre des intérêts ouvriers.

Nous verrons dans un prochain article les problèmes de l'extension, de la conciliation et de l'arbitrage et ce que devrait contenir de véritables Conventions Collectives et comment lutter pour les arracher. (A suivre.)

La police au secours des Gaullistes

Dimanche dernier, les jeunes de l'U.J. avaient décidé d'expulser les vendeurs du Rassemblement du marché de la place des Fêtes.

A peine avaient-ils intimé aux fascistes de venir les voir que les flics, alertés par un mouchard gaulliste, arrivent en car et chargent les jeunes qui, très combattifs, se défendent courageusement. Une fille U.J. est sauvagement matraquée, une femme traitée par les cheveux.

Organisations ensemble une défense prolétarienne, qui fera respecter le pavé ouvrier, et la liberté d'expression pour tous, non compris les fascistes!

Où en est le salaire minimum

La C.G.T. dans la métallurgie pose, enfin, la revendication du salaire garanti fixé d'après le pouvoir d'achat de 1938. Quel avenir a-t-elle?

Le manœuvre des métaux était en 1933 à 1.470 francs pour 173 heures de travail mensuel (40 heures par semaine), la vie était d'après les statistiques officielles, pour janvier 1950, à 19,15 fois plus, le salaire minimum devrait s'établir à 1.470 x 19,15 = 28.150 francs mensuels pour 40 heures par semaine.

Pourquoi, dans ces conditions, la dernière C.A. de la C.G.T. veut le fixer (15-2-50) à 19.000 francs? Parce que, dit-elle, c'est le chiffre admis par la Commission — de collaboration de classe — de la Fonction Publique et qui est ainsi moins « difficile à obtenir pour les catégories les plus défavorisées ». Toutefois, elle invite à prendre pour base de discussion le salaire se réglant à 1938 majoré du coefficient 20. Ainsi sans fixer l'objectif général, elle admet, avant discussion, différentes catégories: les uns « favorisés » et les autres « défavorisés ».

Chez les postiers Comment ils falsifient les faits

Le 24 janvier, la Région Parisienne de la Fédération postale organisait une journée d'études sur les revendications des employés. Le Comité d'unité d'action de l'Y avait au cours d'une Assemblée générale défini sa position sur ces revendications. Les employés de ce bureau se prononcèrent contre le principal et le changement d'appellation, contre les créations d'emplois d'avancement qui sont des éléments de division au sein de la catégorie.

Demi-Succès : La grève des mineurs dans la Loire

La grève des mineurs a constitué dans le bassin de la Loire un demi-échec. Selon les indications officielles, plus de 70 % des ouvriers étaient présents. Evidemment, ces chiffres sont sujets à caution. La proportion est une moyenne. Elle est beaucoup plus faible si l'on examine les chiffres des travailleurs du fond, naturellement plus combattifs et plus forte, si l'on regarde les chiffres des travailleurs du jour.

Notons que c'est au point Cournot, qui fut le siège d'après combat, lors des jours de novembre 1948, que le mouvement a le mieux réussi.

Les mineurs ne comprennent plus rien à la stratégie qui leur est imposée. Les motifs de mécontentement ne manquent pas pourtant. L'autre semaine, un éboulement s'est produit aux Mines du Cros. Un camarade fut retiré, mort, du chantier. Plus vingt-huit heures plus tard, on s'aperçut qu'un deuxième ouvrier, mort lui aussi, avait été enseveli. Il y a là une négligence coupable de la Direction.

Mais les dirigeants de la C.G.T. ont tout fait pour que la grève ne réussisse pas. Il aurait fallu la préparer démocratiquement en faisant des réunions de puits, de services, en proposant l'action commune aux syndiqués F.O. et C.F.T.C., une action commune qui, sans négliger le droit de grève, s'adresse loyalement à tous les exploités.

Quoi de plus juste! Ajoutons qu'en ce moment, les Houillères se félicitent plutôt du débrayage limité. Les mines font de la surproduction (c'est-à-dire qu'il y a sous-consommation). Le mois dernier, il y eut un jour de chômage forcé.

Mais là, nous avons aussi nos mots d'ordre. Nous devons revendiquer des distributions gratuites de charbon aux vieillards, aux économiquement faibles et l'échelle mobile des heures de travail, sans toucher aux salaires.

Surexploitation capitaliste à Denain

Une ouvrière de la gare des péniches nous dit:

Le chargement et le déchargement est effectué par des femmes. Nous travaillons par équipe de cinq; certaines jeunes ouvrières ont à peine quinze ans. Notre travail consiste à transporter du wagon à la péniche des briquettes longues chacune de 10 kilos. Deux ouvrières se trouvant dans le wagon posent la briquette sur une glissière, une camarade l'attrape, la donne à sa voisine qui, elle, la passe ensuite à la plieuse. Ce dernier travail se fait parfois à genoux et alors pendant huit heures durant, de toutes jeunes filles, des mères et même, comble de l'exploitation, des femmes enceintes font passer entre leurs mains parfois trente-cinq tonnes de charbon.

Ce travail ne se fait pas sans accident: courbements des doigts entre la briquette et la glissière, membres blessés par suite de la chute d'une de ces briquettes, brûlures aux mains (les briquettes sont encore chaudes lorsqu'elles sont déchargées, le soleil frappant sur ce charbon fait dégager des vapeurs de braise, qui s'échappent à la peau et aux yeux). Nous sommes parfois obligées d'aller nous coucher avec un tinge sur les yeux tant ceux-ci nous piquent; pour empêcher d'avoir la peau rongée, nous nous imbibons la figure de glycérine et d'argile. Mais quelques heures après, cet enlaid d'argile sèche, se casse et le soleil nous brûle à travers ce qui nous reste.

La lutte de nos camarades contre la guerre d'Indochine que le P.C.F. et la C.G.T. mènent aujourd'hui, avec juste raison, valet en 1947 des poursuites judiciaires au Secrétaire général du Parti Communiste International.

Nous avons mené ce combat de toutes nos forces lorsque les accusateurs d'aujourd'hui se taisaient, et nous continuerons à le mener. Mais, ce qui gêne le plus les dirigeants actuels de la C.G.T. et du P.C.F., c'est la lutte que mènent tous les jours les militants du P.C.I. pour la réunification des travailleurs.

Pour notre Parti, l'Unité, ce n'est pas dire « Amen » aux ordres d'en haut, c'est la discussion et la libre détermination de TOUT par TOUS LES TRAVAILLEURS qui veulent défendre leurs conditions de vie.

Pour commémorer les journées de février:

- Les militants du P. C. I. luttent pour le Front Unique
— Les bureaucrates Staliniens recourent à la violence pour empêcher l'unité ouvrière.

Incidents à Brest

BREST, LE 17. — Avant la manifestation du 12 février, notre cellule de Brest avait fait à l'Union locale C.G.T. une demande de participation: c'est-à-dire le droit de défiler avec notre drapeau et de parler au meeting.

Un responsable syndical, Colcadean, s'étonna de voir que les trotskystes veulent participer à une « manifestation patriotique ».

Un autre responsable syndical, Stéphane, déclara: « Vous êtes des militants honnêtes égarés chez les ennemis du prolétariat. »

Le résultat de toutes les subtilités (dignes de Jules Moch) sur « l'honnêteté », le « syndicalisme » et « la politique », aboutit à ce fait curieux. En tant que militant syndicaliste honnête, notre camarade Jean Carrou avait la tâche d'organiser de la manifestation du 12.

A Puteaux - Assez de calomnies qui divisent

Le camarade Marchand, militant de notre Parti, s'est rendu, comme le lui imposait son devoir de classe, à la manifestation du 12 février, pour défiler avec sa section syndicale.

En effet, le dimanche 5, une manifestation eut lieu au Marché pour la libération et l'acquiescement de deux camarades de l'U. J. R. F. arrêtés pour distribution de tracts contre la guerre d'Indochine, au Mont-Vaérien.

Une ouvrière de la gare des péniches nous dit:

Le chargement et le déchargement est effectué par des femmes. Nous travaillons par équipe de cinq; certaines jeunes ouvrières ont à peine quinze ans. Notre travail consiste à transporter du wagon à la péniche des briquettes longues chacune de 10 kilos. Deux ouvrières se trouvant dans le wagon posent la briquette sur une glissière, une camarade l'attrape, la donne à sa voisine qui, elle, la passe ensuite à la plieuse.

Ce travail ne se fait pas sans accident: courbements des doigts entre la briquette et la glissière, membres blessés par suite de la chute d'une de ces briquettes, brûlures aux mains (les briquettes sont encore chaudes lorsqu'elles sont déchargées, le soleil frappant sur ce charbon fait dégager des vapeurs de braise, qui s'échappent à la peau et aux yeux).

La lutte de nos camarades contre la guerre d'Indochine que le P.C.F. et la C.G.T. mènent aujourd'hui, avec juste raison, valet en 1947 des poursuites judiciaires au Secrétaire général du Parti Communiste International.

Nous avons mené ce combat de toutes nos forces lorsque les accusateurs d'aujourd'hui se taisaient, et nous continuerons à le mener. Mais, ce qui gêne le plus les dirigeants actuels de la C.G.T. et du P.C.F., c'est la lutte que mènent tous les jours les militants du P.C.I. pour la réunification des travailleurs.

Pour notre Parti, l'Unité, ce n'est pas dire « Amen » aux ordres d'en haut, c'est la discussion et la libre détermination de TOUT par TOUS LES TRAVAILLEURS qui veulent défendre leurs conditions de vie.

n'ont pas voulu faire la politique du pire, et ont assisté à la manifestation. Il n'y avait pas 400 personnes au défilé.

Une entrée de la salle de réunion, plusieurs militants P.C.F. se précipitèrent sur nos copains en les traitant de « provocateurs » (selon une vieille habitude). La bagarre éclata. Un de nos camarades fut gravement blessé à un genou (épanchement de synoviale).

Nous n'avons pu assister à ce singulier meeting de (Front Unique!) qui ne comprit que le P.C.F. et ses sympathisants. Je dis bien « le P.C.F. », puisque Jean Carrou, responsable syndical C.G.T., etc., organisateur, fut classé également par les égarés-membres qui attraquèrent nos copains.

Nous avons tiré les leçons de ces incidents dans un tract. Nos camarades interviennent à ce sujet dans leurs Syndicats respectifs. Et si ceux qui les emploient croient ainsi briser notre cellule, ils devraient savoir ainsi briser notre cellule, ils devraient savoir ainsi briser notre cellule, ils devraient savoir ainsi briser notre cellule.

A Montpelier, nos camarades imposent leur participation

Mercredi 15 février comparaisaient devant le tribunal de Montpellier trois membres du P.C.F. inculpés pour avoir, au cours d'une manifestation, crié « A bas la guerre du Viet-Nam! » et insulté Côte-Floret.

Le procès, plusieurs fois renvoyé, devait avoir lieu ce jour-là. La presse du P.C.F., les partisans de la Paix et de la Liberté, apprirent la population à venir protester et à soutenir les inculpés.

Comme le jour imposait leur devoir de classe et leur souci de réaliser l'unité d'action, plusieurs membres et sympathisants du P.C.I. avaient répondu à cet appel.

Dès leur arrivée, nos camarades Guitta et Poplard furent entourés par quelques dirigeants du P.C.F. accompagnés de militants démentés chahutés à blanc au préalable. Refusant la discussion, le remplaçant par des injures et des menaces, ils expulsèrent nos camarades et faillirent faire subir le même sort à quelques sympathisants. Le coup n'avait pu réussir que parce que seuls se trouvèrent présents quelques fanatiques et des bureaucrates.

Par contre, quelques jours après, nos camarades imposèrent leur participation au défilé du 12 février. Devant l'ensemble de la population, les calomnieux staliniens ne purent recommencer leur coup.